



Benoît Hamon, voiture-balai d'un PS vermoulu

Par [Bruno Guigue](#)

Mondialisation.ca, 20 février 2017

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

Que certains aient appelé de leurs vœux un compromis gribouillé sur un coin de table entre Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, rétrospectivement, donne des sueurs froides ! Si « La France insoumise » s'est donnée la peine de bâtir un programme, on suppose que ce n'est pas pour se livrer, en catimini, à des marchandages pré-électoraux avec une social-démocratie moribonde. Le péril semble écarté, mais c'est le moment de rappeler quelques évidences.

Il faudrait l'admettre une fois pour toutes : M. Hamon n'est qu'un margoulin chargé de recycler la vieille garde d'un parti vermoulu qui contamine tout ce qu'il touche. Ni son programme de bric et de broc, ni ses concessions aux caciques solfériniens, ni le ralliement alimentaire des girouettes écologistes ne viendront démentir cette analyse. Ceux qui ont combattu la Loi-Travail sous les crachats combinés du « Figaro », du FN, du MEDEF et de Manuel Valls, par contre, en savent quelque chose.

Le pouvoir socialiste a trahi ses engagements, il a failli à sa mission et berné le peuple. La démonstration est plus que suffisante. Que M. Hamon se présente aujourd'hui la bouche en cœur n'y changera rien. Durant toutes ces années, que l'on sache, il a été ministre et député socialiste. Il vient d'investir pour les législatives ceux qui ont poignardé dans le dos les travailleurs de ce pays et ruiné l'indépendance nationale. Sa candidature est une supercherie, une arnaque. C'est la voiture-balai des rescapés d'un quinquennat de trahison.

Depuis 2012, ce dirigeant socialiste a approuvé la politique étrangère d'une présidence qui a battu tous les records de servilité atlantiste, d'arrogance néo-coloniale et de veule soumission à la politique sioniste. M. Hamon se réjouit de notre allégeance à l'OTAN, il répète comme un perroquet les poncifs néo-cons sur la Syrie, il est un chaud partisan de l'intégration européenne et ne voit aucun inconvénient à la politique dictée par l'ordolibéralisme allemand puisqu'il se garde bien d'indiquer comment y mettre fin.

Ses propositions en témoignent. Alors que la monnaie unique européenne est une usine à chômage et qu'il est urgent d'en sortir, M. Hamon veut la sauver. Comment ? En créant un parlement de l'euro. Avec qui, et pour quoi faire ? Il paraît qu'on en rit encore à Berlin. Il veut instituer le revenu universel, mais cette marotte électorale signifie en réalité l'acceptation du chômage de masse. C'est une idée néo-libérale déguisée en lubie progressiste, dans laquelle le secrétaire général de la CGT, à juste titre, voit la « négation du travail ».

Pour exécuter les diktats de la Banque centrale européenne et asservir le pays aux multinationales, le PS a poursuivi sous la présidence de François Hollande une démolition en règle des acquis de la Libération que la droite n'avait jamais osé entreprendre. Redoublant de zèle, les socialistes ont mené aussi loin que possible la mise en cause des droits

collectifs, chaque régression permettant de franchir un nouveau seuil symbolique. M. Hamon a la bouche en cœur, mais il est socialiste. Demain, s'il est élu, il fera la même chose.

Pour ceux qui ont la mémoire courte, il faut rappeler que les droits des travailleurs français ont été conquis de haute lutte. Sans les occupations d'usines de l'été 36, les salariés ne partiraient jamais en congés payés. Sans les combats héroïques de la Résistance et de la Libération, la Sécurité sociale et les comités d'entreprise n'auraient jamais vu le jour. Sans les grèves ouvrières de juin 68, la revalorisation salariale exigée par la croissance des Trente Glorieuses serait restée un vœu pieux.

Le parti socialiste, lors de ces combats historiques, était aux abonnés absents. Léon Blum a pris acte du rapport de forces en mai-juin 1936, puis il a saboté le Front populaire en trahissant la République espagnole. La SFIO n'a joué qu'un rôle secondaire à la Libération, où le général de Gaulle confia les postes-clé aux communistes, qui ont créé la Sécurité sociale et promu l'effort de reconstruction économique. En 1968, le PS était inexistant, et c'est la CGT de Georges Séguy qui a négocié les accords de Grenelle. Quant aux avancées de 1981, le PS les a reniées, en même temps qu'une souveraineté dont il est avec la droite le principal fossoyeur.

L'expérience historique sert quand même à quelque chose. Le rôle des socialistes, c'est d'organiser une alternance au pouvoir purement cosmétique, dont le principal résultat est d'empêcher une véritable alternative à la tyrannie du capital. C'est de nous distraire de l'essentiel pour garantir la pérennité d'un système dont la caste politicienne reçoit ses prébendes. C'est de substituer à la véritable question, celle de la répartition du produit social et de l'exercice de la souveraineté populaire qui en est la condition, toute une série de contre-feux et de querelles grotesques.

De la théorie du genre à l'antisémitisme, du mariage pour tous au voile islamique, de la réforme de l'orthographe à la gestation pour autrui, de la dépénalisation du cannabis au revenu universel, le PS adore les controverses périphériques. Illusionniste par goût et par profession, il a une dilection particulière pour ces écrans de fumée qu'on jette aux yeux des citoyens médusés. M. Hamon va nous en servir, de la poudre aux yeux, vous allez voir. La voiture-balai de ce quinquennat d'imposture, elle aussi, est « en marche ».

Bruno Guigue

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Bruno Guigue](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : [Bruno Guigue](#)

A propos :

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole nationale d'administration, Bruno Guigue est un ex-haut fonctionnaire français. Chercheur en philosophie politique et analyste politique, il est

l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Aux origines du conflit israélo-arabe, L'invisible remords de l'Occident », « Faut-il brûler Lénine ? » et « Les Raisons de l'esclavage », publiés chez L'Harmattan. Chroniqueur de politique internationale, il a publié des centaines d'articles diffusés en huit langues par plusieurs dizaines de sites d'information indépendants.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca